

Le jeudi 31 janv 2008

Plus d'immigrants, pas plus de francisation

[Tommy Chouinard](#)

La Presse

Québec

Alors que le Québec ouvre ses portes à un plus grand nombre d'immigrants année après année, le gouvernement Charest n'offre pas davantage de cours de français aux nouveaux arrivants qu'il y a cinq ans.

Pourtant, dans des documents officiels, Québec reconnaît lui-même que les besoins en matière de francisation s'accroissent, notamment parce que les immigrants ne connaissant pas le français sont plus nombreux qu'auparavant.

Depuis 2002, environ 20 000 immigrants sont inscrits chaque année à des cours de français, autant à temps complet qu'à temps partiel. Ils étaient 20 146 en 2006-07, contre 19 204 en 2002-03. Leur nombre fluctue légèrement au fil des ans.

Or, au cours des dernières années, le nombre de nouveaux arrivants admis au Québec a bondi de 19 %. Il est passé de 37 629 en 2002 à 44 686 en 2006. Québec donne donc des cours de français au même nombre d'immigrants qu'avant alors que la clientèle augmente sans cesse.

Les données publiées par le ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles (MICC) démontrent que les besoins sont plus importants que jamais. Des 44 686 immigrants admis au Québec en 2006, 8789 (19,7 %) connaissaient l'anglais, mais ignoraient le français. Ils étaient beaucoup moins nombreux en 2002, c'est-à-dire 5954. Cette catégorie d'immigrants a gonflé de 47 % en quelques années seulement.

De plus, 10 102 immigrants (22 % de l'ensemble des admissions en 2006) ne connaissaient ni l'une ni l'autre des deux langues officielles du Canada. Mais cette catégorie est de moins en moins imposante.

Le nombre de nouveaux arrivants qui connaissaient le français (mais pas l'anglais) au moment de leur admission a, lui, à peine augmenté. En 2006, ils étaient 10 696 (23,9 % de tous les immigrants admis), par rapport à 9183 en 2002.

Le Québec accueille davantage d'immigrants qui connaissent à la fois le français et l'anglais. Leur nombre a grimpé de 62 % depuis cinq ans pour atteindre 15 099 en 2006. C'est 33,8 % de tous les immigrants admis cette année-là.

Des cours en demande

Québec se félicite que la proportion d'immigrants « connaissant le français » soit en hausse et atteigne maintenant 57,7 %. Mais cette statistique doit être analysée avec prudence. Elle regroupe autant des immigrants qui ont une connaissance très élémentaire du français que ceux qui maîtrisent bien cette langue. Notons toutefois qu'au moment de la sélection des immigrants – du moins pour ce qui est des travailleurs qualifiés – plus un candidat maîtrise le français, plus il a de chances d'être accepté.

« On ne peut pas dire que les immigrants qui ont une connaissance du français n'ont

pas besoin de cours », confirme le porte-parole du MICC, Claude Fradette.

Les cours de français sont justement en demande. Parmi tous les immigrants qui ont entrepris un cours à temps complet en 2006, 4467 (76 %) ont pu le faire trois mois après avoir déposé une demande de formation, c'est-à-dire à l'intérieur du délai que s'est imposé le Ministère. Les autres (24 %) ont dû s'inscrire sur une liste d'attente. Depuis deux ans, les délais sont moins longs, car « il y a plus de classes de français qu'avant », estime Claude Fradette. Il n'en demeure pas moins que le nombre d'immigrants inscrits aux cours n'a à peu près pas changé.

Dans plusieurs documents officiels, le gouvernement Charest reconnaît pourtant que les besoins en matière de francisation sont en hausse. « Le nombre de personnes ne connaissant pas le français s'accroît depuis plusieurs années en raison de l'augmentation du volume total d'immigration. Cette situation provoque une demande accrue de services de francisation », peut-on lire dans le plan stratégique 2005-2008 en matière d'immigration.

« Il y a tout lieu de croire que ces besoins vont continuer d'augmenter au cours des prochaines années », indique le document de consultation sur la planification de l'immigration 2008-2010.

« Les bassins de sélection d'immigrants francophones étant limités, il pourrait s'avérer difficile de continuer d'accroître la proportion d'immigrants connaissant le français. Par ailleurs, quantité d'immigrants considérés comme connaissant le français au moment de leur sélection n'auront pas acquis le niveau de maîtrise de la langue requis par leur profession. Toute augmentation des volumes globaux d'admissions entraînera en outre une hausse de la demande. »

Investissements supplémentaires

L'automne dernier, la ministre de l'Immigration et des Communautés culturelles, Yolande James, a indiqué que le gouvernement veut accueillir 49 000 immigrants en 2008 et jusqu'à 55 000 en 2010. Elle n'a toutefois pas annoncé des investissements supplémentaires dans la francisation des nouveaux arrivants.

Québec alloue 51 millions de dollars à la francisation cette année. En 2003, il avait accordé 45 millions à cette fin. La hausse du budget a permis de réduire les délais d'attente, surtout à Montréal où les listes s'allongeaient.

Les cours de français sont donnés dans des cégeps, des universités et des organismes communautaires. Les étudiants inscrits à temps complet peuvent, à certaines conditions, toucher une allocation financière du MICC.

Le jeudi 31 janv 2008

Des écoles afrocentristes à Montréal?

[Laura-Julie Perreault](#)

La Presse

Inspiré par une décision de la commission scolaire de Toronto, qui veut créer une école publique faisant une place importante à l'enseignement de l'histoire des Noirs et à la promotion de l'héritage africain, le président de la Ligue des Noirs du Québec, Dan Philip, aimerait que des écoles semblables soient mises sur pied à Montréal.

«Ce genre d'école est nécessaire quand on constate le taux de décrochage au sein de la communauté noire», plaide Dan Philip. «Ce serait une bonne idée d'avoir une école qui redonnerait aux jeunes la fierté d'être Noirs», croit-il.

M. Philip fait ainsi écho aux arguments qu'ont entendus mardi soir les commissaires de la Commission scolaire du district de Toronto. Pour contrer le décrochage scolaire qui touche 40% des jeunes garçons noirs de la Ville reine, des parents ont proposé qu'une école alternative afrocentriste voit le jour.

Après un débat de quatre ans, les commissaires ont accepté à 11 contre 9 que le nouvel établissement ouvre ses portes en 2009. Le programme académique de cette école, qui sera située dans un quartier de la ville où la communauté noire est prépondérante, reste à déterminer.

Vifs débats

Le projet a donné lieu à de vifs débats mardi soir. Alors que plusieurs membres de la communauté noire de Toronto ont loué les avantages d'une école qui aurait pour mandat d'enseigner aux jeunes la richesse de leur héritage et de leur faire connaître les grands hommes et les grandes femmes qui les ont précédés. Loreena Small, la mère d'un jeune Noir abattu en mai dernier alors qu'il était à l'école, s'est opposée vivement au projet, craignant qu'il ne cause davantage de ségrégation. La seule commissaire noire qui avait le droit de vote a elle aussi dit non à l'école afrocentriste.

Néanmoins, à la suite de la décision majoritaire des commissaires, le président de la commission scolaire, John Campbell, a assuré hier que le projet ira de l'avant. «Cela montre que nous sommes préparés à répondre aux besoins de la communauté» qui constate que les jeunes Noirs ne réussissent pas bien dans le système actuel, a-t-il dit en entrevue à CTV.

Deux villes, même combat

Dan Philip note que la communauté noire de Montréal partage les mêmes craintes que celle de Toronto. Lors d'une étude longitudinale qu'elle a réalisée dans les écoles montréalaises, la chercheuse Marie McAndrew, de l'Université de Montréal, a démontré que le taux d'obtention de diplômes des élèves des communautés noires étaient de 51,8% après sept ans, alors qu'il atteignait 69% pour l'ensemble de la population.

Selon le président de la Ligue des Noirs, les écoles afrocentristes ont fait leur preuve, notamment aux États-Unis où elles existent dans plusieurs États. Mais aussi à

Montréal. L'école primaire Garvey, fondée dans le quartier de la Petite Bourgogne dans les années 80, a existé jusqu'en 2006. Cette école privée, qui a compté de 150 à 288 élèves au cours des ans, enseignait un curriculum afrocentriste. «Environ 30% de nos élèves étaient issus des communautés noires. En général, ils ont mieux réussi que la moyenne», a dit hier à *La Presse* Patrick Filiatrault, un des administrateurs de l'Institut Garvey.

L'école primaire a disparu, mais l'Institut maintient des programmes d'enseignement parascolaires ainsi que des camps d'été. La ministre de l'Immigration et des Communautés culturelles du Québec, Yolande James, a d'ailleurs déjà suivi des cours le week-end à l'Institut.

Hier, la Commission scolaire de Montréal et la Commission scolaire English Montréal n'ont pas fermé la porte à l'établissement d'écoles afrocentristes à Montréal. «Si nous recevons une demande, nous l'étudierons avec attention. Mais notre première orientation ne serait pas de diviser nos élèves selon leur race», a dit Camille Gagnon de la CSDM.

Le jeudi 31 janv 2008

Des ténors péquistes veulent stopper la réforme scolaire

[Isabelle Hachey](#)

La Presse

Jugeant que la réforme scolaire a déraillé, des ténors péquistes, dont l'ancien premier ministre Bernard Landry, veulent stopper le train fou. Ils exigent un moratoire sur l'implantation de la réforme en 4e et 5e secondaire et à l'éducation aux adultes. Mais ils insistent: leur sortie ne doit pas être interprétée comme un désaveu envers la chef du Parti québécois, Pauline Marois, qui a veillé à la mise en oeuvre de la réforme en tant que ministre de l'Éducation, il y a une décennie.

Hier, Mme Marois a refusé de joindre sa voix à celles de M. Landry, de l'ex-ministre Joseph Facal, du conseiller du PQ Jean-François Lisée et de l'actuel vice-président du parti, François Rebello. «Il est nécessaire qu'il y ait des redressements, mais je crois que ce serait une erreur magistrale de procéder à un moratoire», a dit Mme Marois, qui estime que les enfants en paieraient le prix. «Imaginez, la réforme est rendue en troisième secondaire. On a changé les cours, les façons de faire.»

Un grand-père inquiet

C'est d'abord en tant que grand-père que M. Landry s'inquiète des «dérives» de la réforme. Il a sept petits-enfants, «assez pour que ça me préoccupe», a-t-il confié à *La Presse*. Les piètres résultats obtenus par les élèves québécois dans diverses matières ont alerté l'ancien premier ministre. Il dit avoir constaté un «recul très alarmant dans les secteurs cruciaux des sciences, de la langue, de la culture et de la lecture».

Les personnalités péquistes ont signé le «manifeste pour une école démocratique, exigeante et centrée sur les connaissances», selon lequel la réforme «est un échec et son implantation aveugle et obstinée met en péril l'avenir de nos élèves et de la société québécoise».

M. Landry, qui était membre du cabinet Bouchard lorsque la réforme a été adoptée en 1997, affirme qu'elle l'a été «de bonne foi», puisqu'elle devait «améliorer les connaissances dans les matières de base, le français, les mathématiques et l'histoire». Sauf que «des idées en général bonnes ont sombré dans la technocratie, dans une espèce de manie qui, dans certains cas, a tourné au délire».

Cette sortie publique des ténors du PQ a fait «sourire» la ministre de l'Éducation. «C'est un désaveu assez incroyable de la capacité de Pauline Marois de diriger le PQ, a commenté hier Michelle Courchesne. C'est encore la bonne vieille histoire des membres Parti québécois que se chicanent entre eux. Je ne peux pas interpréter cela autrement.»

Bernard Landry a réfuté cette vision des choses. «C'est une question d'intérêt national, et je pense bien que tout le monde au Parti québécois qui aura observé les effets de la réforme voudra qu'on change de trajectoire. Ça dépasse de beaucoup toute question partisane.»

Jean-François Lisée, proche de la chef péquiste, partage cet avis. «Les premiers textes de la réforme que Mme Marois avait avancés faisaient consensus. Maintenant, on

constate qu'il y a une dérive dans l'application de certains aspects, et il faut se poser la question à l'intérieur des deux partis», dit ce père de famille, lui aussi inquiet pour l'éducation de ses propres enfants.

Mme Marois a noté que les signataires du manifeste «sont des gens qui ont des points de vue personnels, et je les respecte». Même si leur position n'est pas celle du PQ, elle a aussi nié toute «scission» de la famille péquiste.

Michelle Courchesne dit non au moratoire

Michelle Courchesne a qualifié de «totalement irresponsable» cette demande de moratoire. «C'est bien beau de nous dire qu'ils (les ténors du PQ) agissent dans l'intérêt de l'élève, ils auraient dû y penser quand ils ont coupé les ressources professionnelles pour soutenir l'implantation du Renouveau pédagogique auprès des enseignants.» Elle a répété que des correctifs «sont apportés et seront apportés à la réforme. Depuis que je suis là, je prends les mesures. Mais ne me demandez pas de corriger la situation en quelques mois.»

En plus des ténors péquistes, de nombreux universitaires réputés ont aussi signé le manifeste, dont Normand Baillargeon, Robert Comeau et Jacques Dufresne. L'initiative provient de la Coalition Stoppons la réforme, qui organise par ailleurs une manifestation samedi à Montréal. Jusqu'ici, la pétition antiréforme de la Coalition a recueilli plus de 25 000 noms.



Le jeudi 31 janv 2008

Une tempête prévue pour demain

[Charles Côté](#)

La Presse

Après un répit aujourd'hui, l'hiver dominera encore les conversations et perturbera les déplacements demain, avec l'arrivée d'une tempête de neige.

«Une bonne tempête se prépare pour vendredi, dit André Cantin, météorologue à Environnement Canada. Elle devrait frapper assez tôt vendredi matin, avec mélange de précipitations le long de la frontière et de la neige ailleurs. Ça semble une tempête majeure. Ça va dépasser les 15 cm et ça pourrait être le double.»

La tempête va compliquer les déplacements. «Si vous prévoyez vous déplacer vendredi, il va falloir partir très tôt», dit M. Cantin.

Stationnements gratuits

Chaque tempête de 20 cm coûte environ 17 millions en frais de déneigement à la Ville. L'opération dure normalement quatre jours. «Tous les préparatifs usuels sont là, dit Yves Girard, responsable du déneigement à la Ville. On annonce de 15 à 25 cm, en plus des 242 qui sont déjà tombés.»

La tempête qui s'annonce sera l'occasion pour la Ville de mettre à l'épreuve sa nouvelle stratégie. En effet, 2500 places de stationnement seront mises à la disposition des automobilistes entre 18h et 7h pendant le déneigement.

«On va publier un communiqué pour annoncer quelles places sont disponibles, dit M. Girard. Il y aura de l'information sur le site web de Stationnement de Montréal, sur celui de la Ville et aussi au numéro de téléphone 311. Ces stationnements se situent surtout dans les arrondissements de l'ancienne ville de Montréal. On espère avoir une signalisation sur place à temps pour cette tempête.»



Le jeudi 31 janv 2008

La famille de Cédrika cible un suspect

Éric Lallier

Le Nouvelliste

Trois-Rivières

«On a un suspect dans la mire. Je ne veux pas trop en dire, mais on a un suspect qu'on suit depuis un certain temps.» Six mois après la disparition de la petite Cédrika Provencher, sa famille et ses proches s'accrochent et refusent de baisser les bras.

Non seulement les recherches menées de front par le père de la fillette se poursuivent-elles, mais elles cibleraient désormais un individu bien précis.

Tel est donc une partie du résultat de cette «enquête parallèle», effectuée depuis 185 jours maintenant.

En effet, il semble que lâcher prise ne fasse toujours pas partie du vocabulaire de Martin Provencher.

Tout est dorénavant concentré sur ce «suspect». «Il peut regarder autour de lui, je suis là», dit-il sans détour.

En fait, le père de famille souhaite à tout prix pousser cet individu à tout avouer.

«Il faut qu'il parle. Je sais que tout cela a été très médiatisé, mais c'est comme ça. Qu'il s'assume aujourd'hui», renchérit Martin Provencher.

Selon nos informations, cet individu serait propriétaire d'une Acura rouge, correspondant au modèle recherché.

De plus, l'homme aurait été approché afin de se soumettre au test du polygraphe, mais il aurait toutefois refusé de se prêter à l'exercice.

La SQ silencieuse

Qu'en pense la Sûreté du Québec, qui chapeaute l'enquête? Impossible de le savoir. Les autorités policières sont demeurées silencieuses, hier, se refusant à tout commentaire.

Quant à Martin Provencher, il prétend avoir toute la légitimité pour mener sa propre investigation. «J'ai le droit de le suivre», plaide le père.

Mais il n'entend pas outrepasser les limites de ses pouvoirs de citoyen. «Je l'ai toujours dit que je ne me ferais pas justice moi-même», rappelle-t-il.

Les recherches resserrées

Depuis quelques semaines, le travail de recherche a même été repris de la base. Et cette stratégie semble porter des fruits.

«On a refait le secteur au complet où l'enlèvement s'est produit. On a refait toutes les portes, on a refait l'itinéraire en entier», explique Martin Provencher.

S'il a repris le tout à la case départ, c'est que le père se dit persuadé que la clé de l'énigme se retrouve près de lui.

«Des fois, tu n'as pas besoin de rechercher à l'autre bout du monde. Des fois, on se rend compte qu'on peut trouver proche», lance-t-il, sur un ton déterminé.

Toujours vivante

Pourtant, les proches de Cédrika ont mené des recherches jusqu'au Nouveau-Brunswick, d'où ils sont revenus avec plusieurs informations «pertinentes».

Ce qui laisse croire à Martin Provencher que sa puce est toujours vivante. Selon lui, le ravisseur n'aurait pas agi seul.

«Il y a quelqu'un d'autre ailleurs! Il y a d'autres choses qu'on a trouvées ailleurs et qu'on a données à la police», relate le père, qui supervise les recherches.

Un porte-parole de la Gendarmerie royale du Canada au Nouveau-Brunswick a d'ailleurs confirmé que des enquêteurs étaient toujours disponibles pour approfondir le dossier et que les contacts étaient fréquents entre la SQ et la GRC, «même s'il n'y avait rien de concret à souligner» pour l'instant.

Période trouble

Après une période plus trouble, Martin Provencher remet le cap sur les recherches.

Il se disait en pleine forme, hier. «Ç'a été plus rough, c'est sûr... On peut prendre ça plus dur, mais il faut revenir après. C'est tout. J'ai un but et il ne change pas», assure-t-il.

Mais il ne s'en cache pas, la tension, six mois plus tard, se fait de plus en plus forte.

«C'est long quand tu ne vois pas ta fille pendant six mois... C'est sûr que la corde est mince, pour tout le monde ici, la pression peut monter plus facilement. Mais on travaille, on a encore du boulot devant nous!»

Les visages de l'école catholique

Les écoles catholiques de langue française
des régions de Casselman et Embrun

« Nous, ce qui nous fait vibrer à notre école se sont les liens que nous avons tissés avec les personnes présentes à l'école. Les enseignantes, la direction, et nos amis sont toujours là pour nous appuyer lorsque nous avons besoin d'aide. Nous sommes très fiers d'apprendre deux langues qui nous permettront de relever tous les défis auxquels nous auront à faire face. De plus, les activités parascolaires comme la radio étudiante, le ballon-volant, les voyages de fin d'année nous font vibrer. La radio étudiante nous permet de nous épanouir en français et d'avoir beaucoup de plaisir! »

Jean-Claude Provost, Ghyslain Monette, Bridgit Landry et Jessica Herfkens, élèves de l'École élémentaire catholique Notre-Dame-du-Rosaire.

« À l'ESCC, tu as des choix si tu t'engages. Moi, ce que j'aime de l'école, c'est l'ambiance joviale et la disponibilité des enseignants. J'aime le grand nombre d'activités scolaires, culturelles et sportives. »

Mikael Lamirande, élève de 11^e année de l'École secondaire catholique de Casselman.

« Notre école accueille chaleureusement tous ceux qui s'y présentent. L'ambiance qu'on y retrouve est conviviale et sympathique. Les membres du personnel de l'école sont dynamiques et dévoués, bref, ils feront tout pour la réussite de leurs élèves! Nous sommes fiers de parler français. Nous assurons une bonne maîtrise de notre langue tout en favorisant le bilinguisme. De plus, plusieurs programmes sont mis en œuvre afin de répondre aux besoins de chaque individu. Notre école est un endroit où les élèves peuvent s'épanouir et s'amuser, tout en vivant leur foi catholique. Notre école est peut-être petite, mais la vision de ses élèves est sans limite! »

Jonathan Bruyère et Audrey Champagne, élèves et premiers ministres de l'École secondaire catholique Embrun.

École élémentaire catholique de Casselman
École élémentaire catholique Saint-Jean / Pavillon La Croisée, Embrun
École élémentaire catholique La Source, Moose Creek
École élémentaire catholique Notre-Dame-du-Rosaire, Crysler
École élémentaire catholique Saint-Albert
École élémentaire catholique Saint-Bernard, Maxville
École élémentaire catholique Saint-Isidore
École élémentaire catholique Saint-Joseph, Russell
École élémentaire catholique Saint-Viateur / Annexe, Limoges
Pavillon Intermédiaire de l'ESCC
École secondaire catholique de Casselman
École secondaire catholique Embrun

1 800 204-4098 www.csdceo.ca

10 ans ensemble!
Conseil scolaire de district catholique de l'Est ontarien

DEC en **informatique,**
→ **gestion de réseaux**

Conception, implantation et gestion de réseaux d'ordinateurs



CÉGEP
DE L'OUTAOUAIS

Nouveau préalable
à compter de
l'automne 2008 :

**Mathématiques
526***

Reconnaissance
d'équivalence de cours
lors du passage à
l'université

* Les étudiants ayant réussi le cours de mathématiques 436 ou 426 peuvent aussi intégrer les programmes techniques d'informatique tout en suivant une mise à niveau de mathématiques durant leur 1^{re} session d'études.

Excellentes perspectives d'emploi !

Admission au plus tard le 1^{er} mars 2008
www.cegepoutaouais.qc.ca

Le Cégep de l'Outaouais... OUVERT sur ton monde!

Le Droit, 31 janvier 2008

Commission scolaire au Coeur-des-Vallées

Le directeur général a été congédié



**YVES
SOUCY**

ysoucy@ledroit.com
correspondant régional

Pierre Daoust n'est plus directeur général de la Commission scolaire au Coeur-des-Vallées (CSCV) depuis hier soir.

Les commissaires qui voulaient sa tête depuis longtemps, ont finalement atteint leur but. Après avoir rejeté une première résolution qui demandait le congédiement de M. Daoust, les commissaires sont revenus à la charge en

adoptant par une majorité des deux tiers, comme l'exige la loi, pour résilier sur le champ le contrat de M. Daoust à titre de dg et de le nommer conseiller cadre jusqu'au 31 août.

Le commissaire Claude Auger a motivé cette décision par le fait que la plus haute fonctionnaire de la CSCV n'avait plus la confiance du conseil.

« Notre organisation, comme tout autre, doit compter sur des acteurs engagés et liés par des pratiques respectueuses et empreintes de confiance mutuelle. Depuis quelques années, cette

confiance mutuelle s'est progressivement changée en défiance. Il y a donc des motifs raisonnables et nécessaires qui justifient amplement la résiliation du directeur général », a déclaré M. Auger.

Consigne du silence

Le président de la CSCV s'est limité à dire « que ce qui n'a pas été dit, c'est qu'on ne peut pas le dire ». Il a ajouté que les commissaires avaient la consigne du silence parce qu'il s'agit d'un employé. Ce qui n'a pas empêché le commissaire Raymond Ménard de qualifier de nébuleux et inco-

hérents les motifs évoqués par ses collègues qui ont voté en faveur de la résolution.

De son côté, l'Association des directeurs généraux, qui représente M. Daoust, n'a pas tardé à informer les commissaires que des procédures légales seront entreprises car la CSCV n'a pas respecté l'entente convenue entre les deux parties, en septembre dernier. Il a d'ailleurs précisé que les commissaires ont été informés préalablement de l'illégalité de leur geste.

« L'entente conclut le 5 septembre prévoyait que la seule

chose que la commission scolaire pouvait faire ce soir était de ne pas renouveler le mandat du M. Daoust, à compter du 30 avril prochain. Plutôt, ils ont résilié le contrat, ce qui va à l'encontre du décret qui prévoit les conditions de travail fixant une date limite pour le respect de cette entente », a déclaré Clément Groslot, procureur de l'Association.

Alors que la CSCV vient tout juste de résorber son déficit de 2,3 millions \$ qu'elle traînait depuis trois ans, il y a de fortes chances que ce conflit lui coûte très cher.



Thursday » January
31 » 2008

Critic pans architecture school renaming Azrieli, who acknowledges previous bad press, called 'unworthy'

Maria Cook

The Ottawa Citizen

Thursday, January 31, 2008

The man after whom Carleton University has named its architecture school is best known in Montreal for tearing down a historic building, a move that kickstarted the city's heritage preservation movement.

University officials announced yesterday that the school would be renamed the Azrieli School of Architecture in recognition of a \$5.5-million donation by Montreal developer David Azrieli.

But, events in Mr. Azrieli's past have at least one person questioning Carleton's decision.

"He's unworthy," says retired Ottawa architect Stuart Kinmond. "I'd be embarrassed to come from a school named after him. It must be a great dilemma ... to be offered so much money, but to name the school after him, it's very questionable."

In 1974, Mr. Azrieli enraged Montrealers when he demolished the historic Van Horne mansion on Sherbrooke Street, replacing it with a 17-storey office tower. The 1868 house had been owned by Sir William Van Horne, who built the Canadian Pacific Railway. His heirs put the house up for sale in 1969.

"There were a number of ad hoc citizens' groups that tried to persuade him not to tear it down," says Mr. Kinmond, who lived in Montreal at the time.

"Then in the middle of the night, they just drove a bulldozer through the façade. There was a huge outcry. It was a very anti-city, anti-popular thing that he did. All the architecture community was up in arms."

The event sparked the founding of several groups, including Heritage Montreal.

Speaking by phone from Tel Aviv, Mr. Azrieli defended his action.

He said the house was not classified as a heritage property and the application to demolish it was approved by the appropriate authorities.

"Everybody knows that I only purchased the land and not the building," he said. "The heirs of Van Horne actually demolished it. The condition that I bought the land was the building should be torn down."

He acknowledged that he's had bad press.

A lengthy 1994 article in the Montreal Gazette accused him of calling himself an architect when he wasn't. "I never did call myself a licensed architect," he replies. "I never did sign plans officially."

It also reported on a lawsuit and arbitration hearing, which Mr. Azrieli won, over a dispute over who should claim credit for the design of a major project in Tel Aviv -- Mr. Azrieli or the architect he hired and fired.

"It's total nonsense," he says. "I sued and I won. The fact is my name is on that project."

He adds: "If you do things, then you're subject to criticism. All I am doing is trying to promote architecture in Canada. I believe this contribution is going to enhance the school of architecture."

He graduated from the school with a master's degree in 1997 when he was 75 years old. In 2003, Carleton gave him an honorary doctorate.

The decision to name the school after Mr. Azrieli was made by the university's board of governors upon the recommendation of the acting president, Samy Mahmoud.

"It is fully merited," says Serge Arpin, Carleton's chief advancement officer. "The entire Carleton community is supportive of this partnership. We stand by it absolutely and completely. We cannot be prouder of our association with this exceptional Carleton graduate."

"We're very satisfied we've chosen someone who will make us proud of the school for generations to come. In all our discussions, at no time did the donor or the family look for public recognition. We really felt the generosity the family brought to the table was genuine and sincere."

School director Marco Frascari said Mr. Azrieli's past was known to them.

"Demolition of a building I don't think is a huge problem," he says. "It always happened in the past and it will always happen in the future. Of the developers operating in Canada, he one of the most clean ones. And a very respectable person."

Retired architecture professor Stan Loten doesn't have a problem with it. "It's wonderful. Obviously it's great for the school. We were pinching pennies."

Meanwhile, at the University of Ottawa, about 200 students attended a meeting last Tuesday to discuss commercialization on campus.

They are concerned about secret deals and are calling for a more transparent process in choosing donors whose names will be associated with the university.

"Some of these companies have dirty hands," said Roxanne Dubois, one of the organizers.

She noted that the University of Ottawa gave the name of Ian Telfer, chairman of Goldcorp, a mining company, to its school of management last year. "Goldcorp has been the subject of critical reports by human rights groups in Central America."

She adds that the lion's share of funding still comes from taxpayers and student fees. "The donor gets a lot of visibility for not so much money."

© The Ottawa Citizen 2008

CLOSE WINDOW



Thursday » January
31 » 2008

School boards welcome discipline policy change

Graham Hughes

The Ottawa Citizen

Thursday, January 31, 2008

Changes to Ontario's safe schools provisions that eliminate mandatory expulsions for students who commit serious infractions such as assault, drug-dealing and weapons offences come into effect tomorrow.

The existing draconian measures are replaced by a system that allows teachers, principals and school boards to exercise more discretion when it comes to meting out punishment.

Lynn Scott, the Ottawa-Carleton District School Board chairwoman, said yesterday that trustees Tuesday night passed an interim set of regulations to conform to the province's new legislation.

"There is a much, much greater focus on helping students to behave better" under the new rules, Ms. Scott said.

"It has always been a matter of concern for us to see a disciplinary system that was sometimes difficult to administer because we wondered why we were putting a kid out of school when what they must do is learn how not to do things they're not supposed to do," she said.

The new legislation, approved last spring, now gives boards authority to deal with bullying and things such as cyber-bullying that take place outside schools, but affect students, she added.

Brent Wilson, superintendent of education at the Ottawa Catholic School Board, said the changes are welcome.

"We're very pleased with the provincial funding that will let us provide education programs for students under suspensions of six to 20 days, Mr. Wilson said.

He noted that the Catholic and public boards had co-operated for three years in a pilot project to offer programs to expelled students.

Under the new legislation, each board will be offering its own programs, he added.

"We needed some clarity in the rules governing discipline and this new legislation gives us that clarity," Mr. Wilson said.

The province says boards now must: provide programs to expelled students or those on long-term suspension to allow them to continue their education and access services such as anger management or career counselling; treat bullying as an infraction for which suspension must be considered; consider mitigating factors before students are suspended or expelled; and respond to inappropriate behaviours in the most appropriate way instead of automatic suspensions and expulsions, in most cases. This could include meetings with parents or referral to a community agency.

"A safe learning environment is essential for students to succeed," Education Minister Kathleen Wynne said in a press release.

To help make these changes more effective, school boards are being encouraged to work more closely with community agencies such as mental health providers and child and family services.

© The Ottawa Citizen 2008

CLOSE WINDOW

Copyright © 2008 CanWest Interactive, a division of [CanWest MediaWorks Publications, Inc.](#). All rights reserved.
CanWest Interactive, a division of [CanWest MediaWorks Publications, Inc.](#). All rights reserved.

Canwest News Service

Published: Thursday, January 31, 2008

Carleton University has received \$7.3 million, the University of Ottawa got almost \$10 million and Algonquin received just more than \$5 million as part of a \$200-million package designed to revamp infrastructure at provincial colleges and universities. The funding was announced by Ontario's training, colleges and universities minister, John Milloy. "It's a surprise and very positive news for us," Carleton vice-president Duncan Watt said, adding that a recent audit revealed about \$50 million is needed for facility renovations during the next five years.

© The Ottawa Citizen 2008

Ads by Google

Ashbury Private School

A University Preparatory Co-ed Day
and Boarding School, Ottawa, Canada
www.ashbury.ca

Canada Online Colleges

Search top online colleges offering
100% online degrees in Canada.
www.EarnMyDegree.ca

Career Canada College

Certification & Diploma Programs In
Ontario, Canada. Enroll Today!
www.triOS.com/Career



January 31, 2008

An education in nationalism

By LAURA CZEKAJ, SUN MEDIA

Canadian students are not being exposed to the types of controversial discussions in the classroom that are the building blocks for maintaining a healthy democracy, says a soon-to-be-released study.

Tomorrow's citizens and political leaders are receiving inadequate preparation for being effective democratic citizens because schools are keeping the discussions that promote critical thinking out of the classroom, it says.

The study by Joel Westheimer, research chair in the sociology of education at the University of Ottawa, compares the way U.S. and Canadian curricula and classrooms teach patriotism.

The research outlines two forms of patriotism being taught in classrooms: Authoritarian, which teaches that everything the country does is right and those in power are doing what is best for the populace; and democratic patriotism, where students are taught the love of democratic principles and the importance of defending the rights of the people, both in that country and around the world.

The presence of democratic patriotism in Canadian curriculum guidelines is strong and appears to encourage critical thinking. However, in practice, discussion and debate about controversial issues in classrooms rarely occurs.

"Often controversial issues are avoided or not discussed to the extent that they could be," said Westheimer. "For a democracy to flourish, kids need practice in discussing controversial issues because that's what democracy is about -- dealing with differences."

In addition, the current focus in Canadian schools on standardized testing, which is largely based on math and literacy skills, has pushed social studies to the edges of the education system.

In the U.S., the freedom of social thought and ability to criticize government actions has lessened in the wake of the 9/11 terrorist attacks and the ongoing Iraq war.

The concept that "You're either with us, or against us" has reared its head in some classrooms across the U.S., resulting in a flurry of teachers being suspended or fired because of political expression.

More states are also taking an increasingly authoritarian approach to teaching patriotism in schools.

Joseph Kahne, dean of the School of Education at Mills College in Oakland, Calif., said that while there are organizations in the U.S. striving to promote educating students for democracy, those priorities are marginal to mainstream school reform.

"Schools are getting a clear message from the federal government that this is not a priority," he said. "There is nothing wrong with focusing on math and literacy skills but a cornerstone of the purposes of public education are to prepare people for a democracy."

canoe network ... cnews



January 31, 2008

Teachers take safe schools act to task

By ELISABETH JOHNS, SUN MEDIA

Changes to the provincial Safe Schools Act don't do enough to protect teachers and students, says the president of Ontario's elementary teachers' union.

"It doesn't provide strong enough direction from our standpoint to protect teachers and other students from violent behaviour," said David Clegg, president of the Elementary Teachers Federation of Ontario.

The union would like to see misconduct, like swearing at teachers or hitting other students, documented and tracked as part of a student's Ontario record so future teachers can be aware of who's coming into their classroom, Clegg said.

The amendments to the act, which mean teachers can no longer hand out one-day suspensions and principals can't expel students, take effect tomorrow. Expulsions will only be done at the school board level.

Lynn Scott, chairwoman of the Ottawa-Carleton District School Board, said she has heard some mixed reviews over the changes, but says school safety won't be compromised.

'APPLYING SENSE'

"Under the old safe schools legislation, we had situations where students were suspended because mom put a paring knife in their bag so they could peel fruit," she said. "This is just about applying sense to the situation."

The Safe Schools Act was enacted in 2001 under the Conservative government.

The Ontario Human Rights Commission launched a formal complaint against the act in 2005, saying it unfairly targeted minorities, disabled students and kids from low-income families.

When the changes take effect, if students are kicked out of school or are suspended, the school board must provide them with counselling, get them into courses, such as anger management, and offer programs to help get them back to class. It's centred on keeping at-risk students in school and not letting them fall through the cracks, said Patricia MacNeil, a spokeswoman with the Ministry of Education.

It also means students can be suspended for bullying and cyberbullying -- even if it happens outside of school.

But there's still concern over whether the changes may limit school officials in protecting staff and students.

"There are a tiny minority of kids who are not behaving well. We need to have the behaviour dealt with in ways to protect other students. That's always been our objective."

canoe network ... **cnews**

January 31, 2008

Bus driver charged with child porn

By **TREVOR PRITCHARD, SUN MEDIA**

CORNWALL -- Police have charged a Cornwall school bus driver with possession of child pornography.

Robert Ashkewe, 37, was arrested at his home on Jan. 25 after an investigation by the police sexual assault and child abuse unit.

Ashkewe had been a school bus driver for Avonmore-based Delaney Bus Lines since April 2006, company president Mike Delaney said yesterday.

His job, Delaney said, was to ferry students to and from St. Lawrence Intermediate School and East Front Public School.

When the company learned of the charges last Friday, Ashkewe was immediately removed from the route, said Delaney.

"He hasn't driven since," he said. "And he won't be driving until this matter is resolved."

Delaney Bus Lines, which employs about 50 school and charter bus drivers, requires all its employees to pass a criminal background check before they're hired, said Delaney, and Ashkewe passed that check.

Police spokesman Blake Paquin said the pornography that was allegedly in Ashkewe's possession consisted of photos and videos downloaded from the Internet.

They released Ashkewe's photo, Paquin said, as a "community safety alert" because Ashkewe worked with children.

Paquin would not say how police discovered the pornography allegedly found on Ashkewe's computer.

Ashkewe is scheduled to return to Cornwall court on March 17.